

Monsieur le ministre (Henri Nallet),  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Monsieur le premier président (Vincent Lamanda),  
Monsieur le procureur général près la cour d'appel de Paris (François Falletti),  
Mesdames et Messieurs les magistrats,  
Mesdames et Messieurs les membres de la Chambre nationale des huissiers de justice,  
Mesdames et Messieurs les représentants des professions juridiques et judiciaires,

Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi d'être parmi vous ce soir pour honorer la carrière de Monsieur le président, Jean-Daniel Lachkar. C'est un grand plaisir de vous retrouver pour cette cérémonie pour rendre hommage à ses qualités professionnelles et personnelles, qui sont unanimement louées par vos pairs et vos partenaires professionnels.

La présence de cette éminente assemblée témoigne de l'esprit de concorde et d'unité dans lequel vous menez la présidence de la Chambre nationale des huissiers de justice. Votre réélection, il y a quelques semaines, à la tête de la Chambre en constitue une parfaite illustration. Je parle en connaissance de cause, car j'ai pu apprécier ces qualités à l'occasion de nos rencontres de ces derniers mois. Je voudrais ici vous remercier pour le dialogue très constructif que nous avons noué, qui a permis de progresser dans la voie d'une modernisation de votre profession.

Je veux profiter de l'occasion qui m'est donnée pour rendre hommage, à travers vous, à l'ensemble des huissiers de justice, dont l'intervention quotidienne est au cœur du service public de la justice. Nous avons le devoir de garantir à nos concitoyens l'exécution des décisions de justice, la contribution des huissiers à cette mission est déterminante. Véritable « *Juriste de proximité* », vous assumez aussi un rôle de conseil et de conciliateur auprès des particuliers et des entreprises. On sait l'importance de cette « médiation » dans le contexte économique difficile que nous connaissons aujourd'hui. Je sais la difficulté que peuvent rencontrer vos confrères

dans l'exercice de leurs missions. C'est pourquoi j'ai souhaité qu'aboutissent les réformes de ces derniers mois : la loi dite « Bételle » du 22 décembre 2010, la loi du 28 mars 2011 de modernisation des professions judiciaires ou juridiques et de certaines professions réglementées, et leurs décrets d'application, ont contribué à renforcer vos attributions et vos moyens d'action. Dans ce mouvement de réforme, j'ai été très attentif à vos demandes. Si je n'ai pu donner satisfaction à toutes, beaucoup ont reçu une réponse positive, car dans sa sagesse, le président Lachkar a su faire des propositions équilibrées. Je crois aujourd'hui très légitime d'honorer l'implication qui a été la sienne pour faire avancer les projets au profit de la profession, mais surtout au profit du service public de la justice.

Avant d'en venir aux accomplissements de votre présidence, je voudrais revenir sur votre parcours et votre implication continue ces vingt dernières années pour la valorisation et la modernisation de la profession d'huissier de justice.

Il y a quarante ans exactement, après des études de droit privé, vous choisissez d'embrasser la profession d'huissier de justice. Vous rejoignez, en 1972, à 22 ans seulement, le prestigieux cabinet parisien de Maître Louvion, puis l'année suivante celui de Maîtres Baruch et Lévy. Lauréat de l'examen professionnel d'huissier de justice en 1974, vous créez en 1978 avec Maurice Lévy votre premier cabinet. Votre compétence professionnelle, votre rigueur vous valent très tôt l'estime de vos pairs, et la confiance des autorités judiciaires, comme des autorités publiques. Vous exercerez vos missions avec talent et avec beaucoup d'humanité. Vous savez les qualités que requiert votre profession et avez à cœur de porter haut ses valeurs et les exigences liées à votre statut d'officier public.

Cette vision de la profession vous l'avez portée avec conviction, ces vingt dernières années, au sein des instances représentatives de la profession. D'abord, au sein de la Chambre départementale de Paris, dont vous serez membre dès 1990 et que vous présiderez entre 2000 et 2002 ; puis au sein de la Chambre nationale dont vous assurez la présidence depuis 2010. A l'écoute des préoccupations de vos confrères, vous avez su engager votre profession dans la voie de la modernisation. Vous avez su porter ces préoccupations auprès des pouvoirs publics et aider à définir les

évolutions les mieux adaptées pour améliorer le service public de la justice. Les grandes réformes de ces derniers mois en témoignent.

Vous avez aussi mené une action volontariste en faveur des nouvelles technologies : j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, la dématérialisation figure au nombre des grandes priorités de votre mandat. Vous savez, en effet, que pouvoir signifier les actes par voie électronique constitue une simplification autant qu'un renforcement de l'efficacité de la signification dans un contexte d'internationalisation croissante des actes. La convention sur la communication électronique entre les juridictions ordinaires et les huissiers de justice que nous avons signée en décembre dernier constitue également une avancée dans ce sens. Votre engagement, votre détermination à moderniser les outils de la profession auront permis de franchir des étapes essentielles, en quelques mois seulement.

Vous avez su aussi porter cette vision de la profession au-delà des frontières nationales, afin de valoriser ce modèle auprès de nos partenaires européens notamment. Faire connaître la profession et ses instruments d'action constitue un axe fort de votre action : vous êtes convaincu, en effet, qu'en harmonisant les modèles (de signification et d'exécution), nous pourrions améliorer la coopération entre les pays de l'Union notamment. Votre implication au sein de la Fondation pour le droit continental contribue à la valorisation d'un tel modèle efficace et équilibré de signification et d'exécution des décisions de justice. Je crois cet engagement essentiel dans un univers juridique et judiciaire toujours plus ouvert et mondialisé, où les échanges s'accélèrent. Vous savez que c'est en unissant les talents et les forces que nous pouvons trouver les meilleures solutions, et les réponses les mieux adaptées. Cette conviction, qui est au cœur de votre présidence et de votre action, constitue une force pour innover et construire.

**Pour l'ensemble de votre action au service de la justice, pour votre engagement au service de la profession, au nom de président de la République et en vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous vous faisons, Jean-Daniel LACHKAR, Chevalier de la légion d'honneur.**